

# LE TEMPS

---

radiotélévisions Lundi 19 avril 2010

## En Europe, le service public est fragilisé

Par Luc Debraine

### **A l'heure où la Suisse s'apprête à trouver un successeur au directeur de la SSR, qu'en est-il des autres pays européens? Les radiotélévisions sont affaiblies par la crise, les mainmises politiques et la concurrence des groupes privés**

«Une radiotélévision de service public est un rouage essentiel dans une démocratie européenne, quelle qu'elle soit. Elle appartient à la population d'un pays. Il importe donc qu'elle soit la plus indépendante possible des pouvoirs politiques et financiers», rappelait mercredi un responsable de [l'Union européenne de radiotélévision \(UER\)](#), basée à Genève.

#### **L'exemple allemand**

Dans les faits, cette nécessaire indépendance n'est pas toujours assurée. Un consensus veut que plus l'institution publique est ancienne, plus elle est dotée de structures solides et de procédures claires pour la désignation de ses responsables. C'est le cas par exemple en Allemagne, où la distance qui sépare [l'ARD](#) des pouvoirs politiques est grande. Les nominations de responsables s'y déroulent selon des protocoles rigoureux, à l'image du traitement des candidatures dans les entreprises privées.

#### **La BBC attaquée**

[La BBC](#), la plus importante radiotélévision de service public au monde, est elle aussi dotée de solides pare-feu. Mais la crise économique qui a durement touché la Grande-Bretagne a affaibli sa position. Les partis politiques l'attaquent aujourd'hui sur son budget, ainsi que sur son contenu éditorial.

[France Télévisions](#) est encore moins bien lotie. Nicolas Sarkozy a repris en main depuis 2008 la désignation du responsable de ce service public. Le prochain président de France Télévisions devrait être un énarque à la fois proche de l'Elysée et du [groupe médiatique privé L'Oréal](#). L'actuel président du service public, [Patrick de Carolis](#), est lui un homme de média, un ancien journaliste et producteur de télévision qui n'hésite pas à s'opposer vivement au pouvoir en place.

La situation espagnole est proche de la française. Votée l'année dernière, une loi audiovisuelle proscrit la publicité sur les antennes de [la Radiotélévision publique espagnole \(RTVE\)](#). Ce qui revient, comme en France, à assurer le transfert de cette même publicité vers les médias privés proches du pouvoir, et donc à renforcer leur assise économique. La RTVE s'est dotée en novembre dernier d'un nouveau président, [Alberto Oliart Saussol](#), un ancien ministre âgé de 81 ans qui avoue ne «rien connaître aux médias».

La situation de [la RAI](#) en Italie est tout aussi fragilisée, tant elle est presque quotidiennement attaquée par Silvio Berlusconi, à la fois président du Conseil italien et patron, via sa famille, du puissant groupe [Mediaset](#).

## Précarité à l'Est

La précarité des radiotélévisions publiques dans l'Est de l'Europe, aux structures plus récentes, est encore pire. C'est le cas en Pologne et en Moldavie. Ou en Hongrie: le budget de [la MTV](#) a été coupé de 30% en fin d'année dernière par le gouvernement du pays. Du jamais vu. L'UER s'en est vivement émue, s'inquiétant de savoir si la MTV allait toujours pouvoir remplir sa mission auprès du peuple hongrois.

«Il importe de réagir, note le responsable de l'UER. L'affaiblissement des radiodiffuseurs publics en Europe profite certes aux politiques, qui savent très bien que ces médias sont des outils de communication particulièrement puissants. Mais cette fragilisation profite surtout aux groupes privés internationaux privés comme ceux de Lagardère ou [Murdoch](#), à l'influence grandissante en Europe. Avec ce que cela comporte de risque sur l'indépendance de l'information et la diversité culturelle. Chaque année en Europe, les radiotélévisions publiques investissent 10 milliards d'euros dans la production culturelle. Est-ce que ce sera encore le cas dans quelques années?»

**LE TEMPS** © 2009 Le Temps SA